

subventions les théâtres qui refusent de se mettre aux ordres du gouvernement.

Les dirigeants du PCF et de la CGT n'ont plus d'arguments. Ils n'ont plus de perspectives électorales à offrir avant longtemps. Ils ont peur du regain d'audience du PS qui leur a volé des voix et de la CFDT qui attire des travailleurs combatifs. Ils ont trop cassé de luttes, ils risquent de se couper définitivement de nombreux travailleurs s'ils continuent

dans cette voie. Il faut redresser la barre.

Mais surtout, les dirigeants de la CGT pensent qu'il peuvent redresser la barre sans trop de risques. Ils savent les divisions qui existent chez les travailleurs. Ils savent que beaucoup, déjà écœurés, ne partiront plus.

Alors, ils changent de tactique. Les voilà qui ne s'opposent plus franchement au développement des luttes.

mesures anti-grève que veut leur faire accepter la direction. Dans bien d'autres entreprises, dans le textile, le commerce, l'habillement, des luttes longues et dures se déroulent également. Dans d'autres, on prépare l'action, les yeux fixés sur Renault en particulier.

La bourgeoisie veut briser dans l'œuf ces espoirs de printemps chaud.

Alors, elle va se montrer très dure. Renault doit devenir un exemple pour tous les ouvriers de France : l'exemple que la lutte ne paie pas.

L'expérience du mai rampant italien hante la bourgeoisie française. Dreyfus a des cauchemars en voyant ce qui s'est produit chez Fiat, son collègue italien : les grèves tournantes de 69 à 71 ont coûté à la firme italienne 540 000 voitures ! Les journaux bourgeois s'affolent en découvrant la révolte des OS. Dreyfus ne veut surtout pas que Renault devienne comme Fiat.

Alors, il va se montrer très dur. Et c'est l'épreuve de force.

ET L'EXPLOSION SE PRODUIT

Ça éclate d'abord au 12. Et puis ce sera Flins, toute l'île Seguin, Sandouville.

Cette explosion se produit en même temps que la mobilisation de la jeunesse. La bourgeoisie a doublement peur. Elle craint une jonction des luttes de la jeunesse et des travailleurs. Elle craint que ne s'installe dans les usines une révolte permanente.

Déjà la trêve électorale avait été troublée à Renault par les grèves du 38 et du 34 et dans bien d'autres usines où les immigrés en particulier, ces parias qui n'ont pas le droit de vote, rentraient en lutte. Au lendemain des élections, les grandes usines de la métallurgie prennent le relais et montrent la voie : à Saviem-Caen des débrayages tournants

bloquent la production, à Peugeot St Etienne les grévistes occupent l'usine, un commando d'agents de maîtrise payé par la direction vient les attaquer violemment et les chasse. Mais la riposte est à la mesure de la combativité des travailleurs : une manifestation régionale et bien d'autres faits montrent que les travailleurs de Peugeot ne sont pas isolés ; ils tiennent bon contre les licenciements et les

Tous les éléments sont en place : le développement de la répression, la détérioration des conditions de travail, les conditions de vie insupportables qui sont faites aux OS, rendent possible l'explosion du mécontentement. Les dirigeants de la CGT lèvent le pied, ils ne freinent plus si fort.

LES PRINCIPAUX ÉVÈNEMENTS

Mercredi 21 mars.

Journée nationale d'action dans la métallurgie décidée par la CGT et la CFDT. Elle passe presque inaperçue à Renault. « Au 12, l'arrêt de travail a été complet ; 240 OS exigent d'obtenir la classe 9, comme cela a été accordé au 38 » (Humanité du 22 mars).

Jeudi 22 mars.

La direction accorde la classe 9 aux OS des presses du 12. Mais les grévistes refusent de reprendre le travail : ce qu'ils veulent, c'est le P1 F le 162 maxi pour tous, c'est le respect du principe « à travail égal, salaire égal ». « La lutte est très responsable » (tract CGT).



mesem